Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

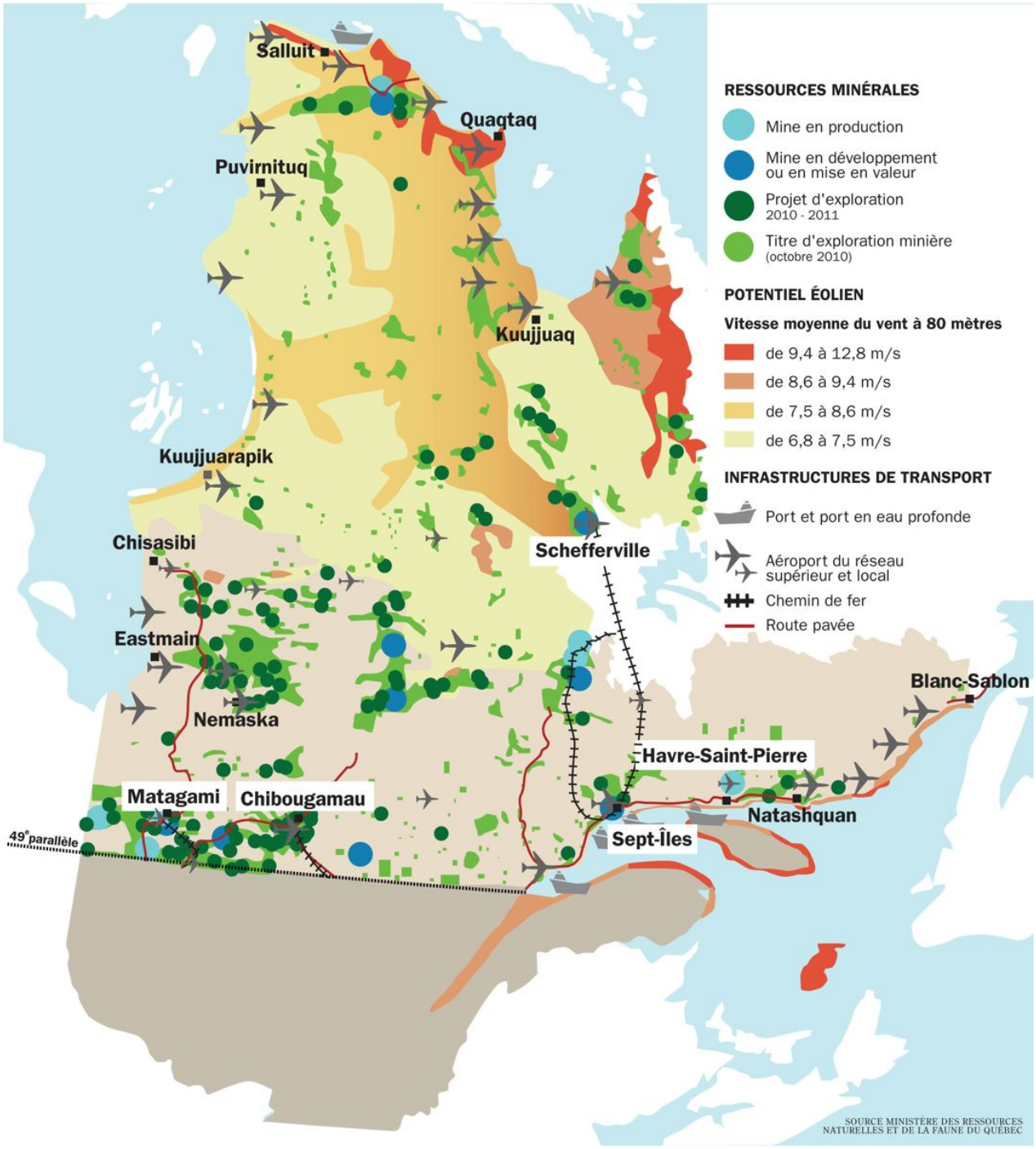
PLAN NORD : Emplois, contrats, investissements… mais quels savoirs pour le Nord?

Lettre ouverte

Par Hugue Asselin, Virginie Larivière, et Gabriel Legaré
Mondialisation.ca, 20 avril 2012
20 avril 2012

Région : L'Europe
Thème: Transnationales
Analyses: LE QUÉBEC, PLAN NORD

Collectif d'auteur, Montréal, le 20 avril 2012



Il y a bientôt un an, le document officiel du Plan Nord était dévoilé en grande pompe. Depuis, pas une journée ne s'écoule sans qu'il en soit mention dans les médias et on observe une rare frénésie dans les universités où les colloques sur le sujet se succèdent à un rythme épatant. Paradoxalement, la rareté de l'information émise par le gouvernement sur ce plan caractérise ce qu'on nous présente comme le « chantier d'une génération ». Force est de constater que les décisions politiques sur l'orientation du développement ont été prises en amont, avec la collaboration d'un groupe restreint de « partenaires » et que la présentation du « Plan » est essentiellement un effort promotionnel qui s'est effectué aussi bien à l'étranger qu'à l'intention des Québécois.

Dans ce concert aux élans de marketing, le gouvernement provincial a pu voir arriver à sa rescousse l'industrie et les partenaires de circonstance de la famille libérale (Le Devoir, 2 mars 2012 et Les masques tombent, Le Couac, avril 2012). Ainsi, l'avenir minier du Québec fait entre autres l'objet de conversations publiques pilotées par l'Institut du Nouveau Monde

et financées par l'industrie, laquelle feint de ne pas déjà tenir entre ses mains ce riche avenir minier. Alors que ces rencontres prennent faussement l'allure de consultations publiques, elles contribuent au désengagement gouvernemental et fournissent des études de faisabilité à rabais à des entreprises en quête de cette fameuse « acceptabilité sociale ».

Pendant que le Premier ministre du Québec lançait son Plan Nord de manière théâtrale, un petit groupe d'étudiants de la Maîtrise et du Doctorat en sciences de l'environnement de l'UQAM préparait sa participation au cours UQAM-Nord, lequel vise à développer une compréhension des enjeux environnementaux, sociaux et économiques du Nord québécois. Plusieurs d'entre nous sont donc allés fouler la toundra, longer la rivière Rupert et découvrir la diversité de cette région. Nos rencontres auprès de membres des communautés autochtones de Kitcisakik, de Chisasibi, de Kuujjuarapik et de Whapmagoostui, tout comme les communautés « blanches » de Val-d'Or, de Rouyn-Noranda, de Radisson et de Matagami, nous ont permis de constater sur le terrain les enjeux socioéconomiques caractérisant les populations de ce territoire gigantesque. Nous avons également eu la possibilité de rencontrer les représentants politiques de la région ainsi que des représentants de divers milieux industriels – foresterie, hydroélectricité et mines – qui nous ont présenté leur vision du développement du nord du Québec et les efforts qu'ils comptent déployer en ce sens.

À la lumière de cette expérience, nous nous sommes demandé quelle devrait être la place des savoirs – scientifiques, locaux, autochtones – dans ce « projet de société » sur lequel, justement, la société québécoise dans son ensemble n'a manifestement pas eu de réelle emprise jusqu'à maintenant. Quels savoirs demeurent à reconnaître, à intégrer, à développer et à créer pour mieux connaître ce territoire et ses habitants? Comment structurer la création, la recension et la transmission de ces savoirs afin qu'ils permettent la prise de décisions cohérentes à la réalité complexe du Nord et non, au mieux, de réparer les pots cassés?

De prime abord, le Plan Nord semble considérer la connaissance comme un outil permettant d'améliorer la mise en œuvre d'objectifs de développement préétablis. Les propositions de recherches universitaires formulées jusqu'à maintenant semblent d'ailleurs souscrire à ce principe. Or, les décennies de recherches réalisées dans le Nord ainsi que des siècles d'observations transmises de génération en génération par les Autochtones devraient nous permettre de positionner cette connaissance en amont de la décision et d'influencer nos objectifs de développement. Pourtant, creuser des mines, couper des forêts, harnacher des rivières et attirer d'hypothétiques touristes supplémentaires sont autant de facettes faisant partie d'un programme fixé d'avance.

Cependant, il est aujourd'hui crucial que toutes les connaissances contribuent à l'épanouissement d'une société capable de planifier son développement de manière éclairée, plutôt que de le justifier. Notamment, la recherche scientifique devrait participer à établir démocratiquement et en toute transparence, les bases d'évaluation de la pertinence sociale du développement, plutôt que de ne mener qu'à une technocratie, au service de l'exploitation des ressources naturelles.

Aussi, en s'appuyant essentiellement sur une prémisse économique issue d'une conjoncture extérieure au Québec, le Plan Nord écarte des pans complets du savoir humain. Alors qu'ils apparaissent essentiels pour « planifier le développement » de façon harmonieuse auprès des communautés principalement impactées, les savoirs autochtones ne figurent pas dans le Plan Nord. Pourtant, s'appuyant sur des visions différentes du monde, ces savoirs nous

incitent à réfléchir sur nous-mêmes et peuvent contribuer à enrichir le dialogue entre nos cultures. Les savoirs écologiques traditionnels sont bien plus que des morceaux de connaissances à intégrer au développement du Nord; issus d'un mode de vie millénaire, ils ont contribué à l'adaptation des peuples autochtones à leur environnement. On ne pourra discerner le sens et la richesse de ces savoirs qu'en essayant d'apprendre et non simplement de prendre.

Dans ce « projet de société » que veut incarner le Plan Nord, même la science occidentale est malmenée. Le 15 février dernier, le Scientifique en chef du Québec lançait un appel général à propositions pour le financement de futurs grands projets de recherche. À titre d'exemple, Le Devoir relatait en ses pages (9 mars 2012) « la grande séduction » à laquelle plusieurs universités semblent succomber. Malgré certaines mises en garde soulignant le danger que les universités se transforment en boîtes de consultants qui seraient en concurrence les unes avec les autres pour rafler la mise, ces propositions s'inscrivent clairement dans une logique économiste propre à la marchandisation du savoir où le développement de la science est pensé en fonction des projets, et non l'inverse.

Les universitaires ne sont pas ignorants de la conjoncture dans laquelle ils se trouvent et des motivations qui amènent le gouvernement, et de plus en plus l'entreprise privée, à financer tel projet de recherche plutôt qu'un autre. L'élargissement de l'éventail des connaissances humaines, l'amélioration de notre compréhension du monde par la recherche fondamentale et la critique de phénomènes ou de projets sociaux sont des orientations qui attirent de moins en moins le financement nécessaire à la recherche, comme en témoigne le dernier budget fédéral. Pour le chercheur qui souhaite assurer son succès académique et financier, il faut plutôt garantir l'utilité de la recherche pour les grands investisseurs, notamment ceux qui s'apprêtent ici à s'approprier leur part du Nord. Dans cette optique, à défaut d'être directement rentable en misant sur la productivité, la recherche peut, au mieux, se concentrer sur l'atténuation des impacts du développement et l'amélioration de l'« acceptabilité sociale ». Les conventions sur le secret des résultats ou la divulgation partielle de l'information – comme c'est actuellement le cas dans plusieurs projets – seront plus fréquentes. Ce faisant, l'idéal scientifique de la recherche bénéficiant à l'ensemble de la société s'en trouve brisé. Nous dénonçons cette tendance à la marchandisation des savoirs et au financement de la recherche « rentable ».

Le Nord est devenu un marché et le Plan Nord, un levier économique. Faut-il s'étonner alors que, d'un côté le gouvernement proclame dans le Plan Nord, les valeurs du développement durable et que de l'autre, il évacue complètement les deux questions centrales du rapport Brundtland sur le développement durable (1987), soit : les besoins humains et la conservation de l'environnement? Faut-il s'étonner que la première soit assimilée à la somme des investissements du Plan et à la croissance du PIB, alors que la seconde s'est transformée en une guerre de chiffres sur le pourcentage de territoire (amovible) à « conserver » : 50 %? 25 %? 16 %? 8 %? La cote de crédit du Québec ou l'indice de tel ou tel fonds à la Bourse de Toronto semblent être les questions les plus centrales, alors que l'on peine à admettre que le Nord est d'abord un milieu de vie unique.

Le Plan Nord n'est pas un projet de société. C'est une appellation contrôlée sur une nouvelle phase conjoncturelle du « développement ». C'est le projet spontané de la colonisation d'un territoire encore insuffisamment « productif » par la toute-puissante économie. On peut d'ores et déjà prévoir que le Plan Nord se limitera au « chantier d'une génération », la seule à pouvoir s'enrichir à court terme sur la base de l'exploitation la plus rentable et la plus rapide possible de ressources naturelles non renouvelables.

Nous sommes d'avis qu'un projet de société doit se définir en commun, plutôt qu'au sein d'un cercle fermé de « partenaires » et encore moins à l'étranger. Nous sommes d'avis qu'un projet de société doit se concentrer sur les besoins et les valeurs de ses citoyens et sur la prise en compte de la postérité plutôt que sur les exigences à court terme d'une économie marchande. Nous sommes d'avis qu'un projet de société implique un dialogue de nation à nation entre les peuples. Enfin, nous soulignons qu'un projet de société doit s'appuyer sur le développement de la connaissance scientifique et la contribution des savoirs autochtones et locaux. Jusqu'ici, force est d'admettre que les savoirs de tout type, à moins de contribuer à un argumentaire soutenant le développement du Nord, ne reçoivent que bien peu d'attention de la part des promoteurs du Plan Nord.

***Hugue Asselin**, **Virginie Larivière**, **Gabriel Legaré**, **Françoise Legaré Pelletier**, **Nicolas Milot**, **Marie Saint-Arnaud**, Institut des Sciences de l'Environnement (UQAM) et **David Widgington**, Media Studies (Concordia)*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Hugue Asselin, Virginie Larivière, et Gabriel Legaré, Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : **Hugue Asselin**, **Virginie Larivière**, et **Gabriel Legaré**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca